

LA LOI SERA RÉVISÉE

Ce qui va changer pour la retraite

L'ordonnance 97-13 du 31 mai 1997 instituant le départ à la retraite sans condition d'âge, actuellement en vigueur, sera révisée de manière à fixer l'âge de départ à la retraite à 60 ans. Il s'agit, là, de la principale décision prise par la 19^e tripartite, dont les travaux ont pris fin avant-hier tard dans la soirée. Toutefois, tant que l'ordonnance en question n'est pas abrogée par une autre ordonnance, le départ à la retraite sans condition d'âge est toujours en vigueur. Décryptage.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Lors de la séance de clôture de la tripartite (gouvernement-UGTA-patronat), le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a annoncé un nouveau projet de loi modifiant l'ordonnance 97-13 instituant le départ à la retraite sans condition d'âge.

La même source a indiqué qu'une commission sera mise sur pied pour élaborer ce projet de loi, qui fixe l'âge de départ à la retraite à 60 ans par souci d'équité et de préservation des capacités de la Caisse nationale des retraites, a-t-il ajouté. L'ordonnance 97-13 du 31 mai 1997 stipule dans son article 6 bis que «le bénéfice de la pension de retraite peut être accordé avec jouissance immédiate, avant l'âge prévu (60 ans) à l'article 6 dans les cas et selon les modalités», cités par la loi. Il est précisé également que la retraite peut être accordée «sans aucune condition d'âge lorsque le travailleur salarié a accompli une durée de travail effectif ayant donné

lieu à un versement de cotisations égales à trente-deux (32) ans au moins».

Il est également stipulé qu'«à partir de l'âge de 50 ans, le travailleur salarié qui réunit une durée de travail effectif ayant donné lieu à un versement de cotisations égales à 20 ans au moins peut demander le bénéfice d'une pension de retraite proportionnelle». «L'âge et la durée de travail prévus à l'alinéa ci-dessus sont réduits de 5 ans pour les travailleurs salariés de sexe féminin», explique la même loi.

Le flou persiste

Plus explicite, l'ordonnance 97-13 du 31 mai 1997 instituant le départ à la retraite sans condition d'âge est toujours en vigueur. Autrement dit, les personnes voulant prendre leur retraite dans le cadre des trois dispositions (anticipée, sans condition d'âge et proportionnelle) peuvent toujours déposer leurs dossiers de retraite au niveau des différentes caisses relevant de



L'âge de départ à la retraite sera fixé à 60 ans.

Photo : DR

la CNR. D'ailleurs, on n'exclut pas une prise d'assaut des agences des personnes dans l'attente de la moindre information sur la question.

Cela dit, le flou persiste quelque peu sur les modalités de la mise en application portant révision de l'ordonnance 97-13 du 31 mai 1997 instituant le départ à la retraite sans condition d'âge. En effet, même si le directeur de la Sécurité sociale au ministère du Travail, M. Bourkaïb avait déclaré hier lors de son passage à la Radio nationale que «la retraite anticipée» sera, maintenue afin, précise-t-il, de protéger les travailleurs perdant leur emploi pour des raisons économiques lesquels pourront, alors, prétendre à un revenu provisoire de remplacement, il n'en demeure pas moins que la question relative à la retraite propor-

tionnelle n'a pas été évoquée.

M. Djawad Bourkaïb avait déclaré que le système de départ à la retraite sans condition d'âge a vécu. Réunie, dimanche à Alger, la tripartite a décidé d'y mettre un terme en raison, notamment, du danger qu'il présente pour la pérennité du système de retraite.

Une ancienne revendication de la FNTR

Il est à noter que les réformes entreprises par l'Algérie au milieu des années 1990 suite aux accords conclus avec le FMI (Fonds monétaire international) et la Banque mondiale, et ce, dans le cadre du plan d'ajustement structurel (PAS) ont imposé aux pouvoirs publics la mise en place d'un système de pro-

tection sociale en faveur des travailleurs ayant perdu leur emploi de façon involontaire, suite à une compression d'effectifs ou une dissolution de leur entreprise, d'où la «naissance» du dispositif de la retraite anticipée. Instituée par l'ordonnance 97-13 du 31 mai 1997, portant facilitation de départ à la retraite avant l'âge légal de 60 ans, le dispositif de la retraite proportionnelle et sans condition d'âge a vu le jour à la fin des années 1990. Mais depuis cette date, la Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR) affiliée à l'UGTA n'a cessé de plaider la révision du dispositif de retraite sans condition d'âge dont le coût est désastreux pour la Caisse nationale de retraite.

Pour les syndicalistes de la FNTR, ce dispositif mis en place par les pouvoirs publics est supporté exclusivement par la CNR, ce qui risque de mettre en péril «sérieusement son équilibre financier». Il convient de noter que la retraite proportionnelle concerne les travailleurs âgés d'au moins 50 ans et justifiant d'un minimum de 20 années de travail et de cotisations à la Sécurité sociale.

Pour les femmes salariées, l'âge et la durée d'activité sont réduits de 5 ans. Quant à la retraite sans condition d'âge, elle est destinée aux travailleurs faisant valoir un minimum de 32 années de travail et de cotisation.

A. B.

1^{er} FORUM AFRICAÏN D'INVESTISSEMENT ET D'AFFAIRES EN NOVEMBRE À ALGER

L'Algérie est-elle prête à conquérir les marchés africains ?

L'Algérie cherche à conquérir les marchés africains dans le cadre de sa politique de diversification de son économie hors hydrocarbures. Soit. Si cette volonté est louable d'autant que, de l'avis même du ministre algérien de l'Industrie qui prépare un forum économique avec des pays africains en novembre à Alger, le continent est la «profondeur naturelle de l'Algérie», il semble cependant que la façon de s'y prendre pose problème.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - C'est la charrie avant les bœufs. En l'absence en effet des préalables qui rendent la «conquête» du marché africain flexible et surtout moins problématique, il semble que cette entreprise risque d'en pâtir.

Des préalables qui se résument à une plus large liaison par voie aérienne des capitales africaines, du moins celles ciblées, et aussi de représentations bancaires dans ces pays ; du coup, on voit mal comment cette entreprise peut être rendue possible et surtout couronnée de succès. Des initiatives éparées sont enregistrées avec plus ou moins de succès (cas de NCA Rouiba, Amimeur Energy, Cevital...), mais cela reste insuffisant et les difficultés ne manquent pas. Ce sont ces préalables-là sur lesquels insiste le président du FCE, Ali Haddad, qui co-organise le forum en collaboration avec le ministère de l'Industrie, et le ministère des Affaires étrangères.

Pour donner un aperçu des difficultés que rencontrent les hommes d'affaires algériens, Ali Haddad relève que pour aller à Abidjan en Côte d'Ivoire, il faut passer par Casablanca ou Paris. D'autres dessertes durent 24 heures, une durée «énorme» pour un homme d'affaires. A ce titre, Ali Haddad appelle à mettre en place une politique «réelle» et «objective»

pour pouvoir atteindre toutes les capitales africaines en un temps réduit. Qu'à cela ne tienne, Abdesselam Bouchouareb reste convaincu que l'avenir de l'économie algérienne se joue d'abord en Afrique.

«La profondeur naturelle de l'Algérie c'est l'Afrique. Elle constitue pour nous une cible primordiale par rapport à nos objectifs de diversification de notre économie en dehors des hydrocarbures», a déclaré hier Bouchouareb lors d'une conférence de presse consacrée à l'annonce formelle de la tenue de ce forum prévu entre les 19 et 21 novembre à Alger.

Cette rencontre qualifiée d'importante sera, affirme Bouchouareb, un prélude à la

tenue du Forum économique mondial en 2018 à Alger et qui aura pour thème principal le développement en Afrique. Pour revenir au forum de novembre, Bouchouareb a justifié l'intérêt pour le marché africain notamment par l'économie qui est en pleine croissance, surtout que la demande y est très importante et les investissements plus élevés.

Selon Bouchouareb, les pays qu'il va falloir conquérir dans l'immédiat ce sont les pays africains. Il met en valeur la volonté de l'Algérie de participer au programme de l'électrification de l'Afrique à l'horizon 2030 suivant les objectifs des Nations-Unies. En effet, selon Bouchouareb, l'Algérie est le pays le « mieux

placé» pour aller investir en Afrique dans ce domaine. Il a rappelé qu'un opérateur pionnier a déjà pu pénétrer le marché africain, en l'occurrence le groupe Amimeur Energy engagé dans un projet au Tchad.

Le ministre de l'Industrie a laissé entendre que le groupe public Sonelgaz est également intéressé par des investissements en Afrique.

Outre le FCE qui prend part à l'organisation de ce forum, les affaires étrangères devront être aussi de la partie et représentera le volet diplomatie en sa qualité de vecteur important pour l'implantation des entreprises algériennes.

Y. D.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL D'ALGÉRIE POSTE RASSURE :

«Tout a été fait pour qu'il n'y ait pas de crise de liquidités»

Contrairement aux années précédentes, les citoyens sont agréablement surpris de ne pas trouver des chaînes d'attente interminables au niveau des agences d'Algérie Poste, spécialement ces derniers jours.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Le constat est là, les pénuries dont souffrent habituellement ces agences, à cet intervalle de l'année, ne sont plus d'actualité. Selon le DG d'Algérie Poste, Abdenacer Sayah, «cela fait déjà plus d'une année que nos agences ne connaissent plus ce type de désagréments».

Interrogé sur le dispositif mis en place par l'entreprise pour cette période, marquée par une forte demande de liquidités, A.

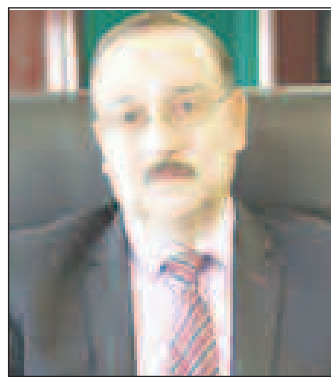
Sayah nous a répondu que c'est le ministère même de la Poste et des TIC qui a pris «les dispositions nécessaires pour couvrir la demande de liquidités aussi importante soit-elle».

En effet, la ministre de tutelle a présidé, depuis plus d'un mois, un Conseil ministériel réunissant les ministères de l'Intérieur et des Finances, la Banque d'Algérie, Algérie Poste et la DGSN afin d'assurer la sécurité et le transport des fonds, précise-t-il. Ces

institutions ont uni leurs capacités et «tout a été fait pour qu'il n'y ait plus de crise de liquidités». Et ce, que ce soit pour le mois de Ramadhan, la période des fêtes, la saison estivale ou encore la rentrée des classes, n'a-t-il pas manqué de spécifier.

Pour ce mois précisément, le DG d'Algérie Poste rassure que les horaires ordinaires seront maintenus, c'est-à-dire de 8h30 à 17h. Par ailleurs, il a précisé que pour la dernière semaine de Ramadhan «l'ouverture en soirée est prévue de 21h jusqu'à 23h».

En indiquant que celle-ci peut très bien être programmée pour plus tôt. Puisque, dit-il, Algérie Poste saura anticiper les besoins en liqui-



Abdenacer Sayah, DG d'Algérie Poste.

Photo : DR

dités et s'adapter, conséquemment, à l'opulence des clients.

N. B.